



**Programme
Alimentaire
Mondial**

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 9–13 novembre 2015

PROGRAMMES DE PAYS

Point 7 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2015/7/1
22 octobre 2015
ORIGINAL: ANGLAIS

PROGRAMME DE PAYS OUGANDA 200894 (2016–2020)

Marqueur de l'égalité hommes-femmes: 2A
<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM
(<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les coordonnateurs mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Mme V. Guarnieri
Directrice régionale
Afrique orientale et centrale
Courriel: valerie.guarnieri@wfp.org

M. M. Dunford
Directeur de pays p.i.
Courriel: michael.dunford@wfp.org

RÉSUMÉ

L'Ouganda vise à accéder au statut de pays à revenu intermédiaire d'ici à 2040. Pour atteindre l'objectif d'une croissance sans exclusive, il est indispensable de s'attaquer aux poches de vulnérabilité qui subsistent.

C'est dans la région du Karamoja, dans le nord-est du pays, que l'on enregistre les taux de pauvreté et de dénutrition les plus élevés au niveau national, mais l'Ouganda doit faire face à des contraintes persistantes résultant d'un certain nombre de facteurs tenant aux conditions météorologiques et environnementales, au manque d'infrastructure, à un faible niveau de développement humain et à des normes sociales préjudiciables. Le programme de pays 200894 et l'intervention prolongée de secours et de redressement 200852 visent à aider les ménages à se libérer de leur dépendance à l'égard de l'assistance pour tirer parti de moyens d'existence améliorés grâce au renforcement de la résilience, et à contribuer à la mise au point de solutions à plus long terme en matière de lutte contre la faim. De par la portée de son intervention, le PAM est à même de travailler aux côtés du Gouvernement et des partenaires pour mettre en place des dispositifs de filets de sécurité durables dans la région.

Le programme de pays 200894 sera mis en œuvre en collaboration avec les dispositifs gouvernementaux en matière de santé, de nutrition et d'éducation, en vue: i) de prévenir la progression du retard de croissance et des carences en micronutriments chez les enfants en fournissant une assistance alimentaire aux mères ainsi qu'aux enfants pendant les 1 000 premiers jours de la vie; ii) d'offrir un traitement aux personnes souffrant de malnutrition aiguë modérée; et iii) de fournir des repas scolaires afin d'accroître les taux de scolarisation et de fréquentation scolaire. Ces activités contribueront à renforcer les capacités des administrations locales et permettront d'élargir l'action menée à d'autres régions du pays.

Dans le cadre de la composante d'appui à l'agriculture et aux marchés, le PAM appuiera 125 000 petits exploitants agricoles, sur l'ensemble du territoire, afin de réduire les pertes après récolte et d'accroître les revenus, en misant sur l'infrastructure et les compétences déjà mises en place pour améliorer la productivité, la qualité des produits et l'accès aux marchés.

Le programme de pays 200894 s'inscrit dans le droit fil du Plan national de développement (2015/16-2019/20) et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2016-2020). Ses composantes contribuent à la concrétisation de l'Objectif stratégique 3 et des objectifs de développement durable relatifs à la dénutrition et à la productivité des petits exploitants. Le programme a été conçu en tenant compte des enseignements et des recommandations issus de l'évaluation du portefeuille d'activités en Ouganda, réalisée en 2014,

et de l'examen des programmes d'appui à la nutrition et aux marchés agricoles, actuellement en cours d'exécution.

PROJET DE DÉCISION^{*}

Le Conseil approuve le programme de pays Ouganda 200894 (2016–2020) (WFP/EB.2/2015/7/1), qui requiert 49 759 tonnes de produits alimentaires représentant un montant de 47,8 millions de dollars É.-U., ainsi que des activités de développement et d'augmentation des capacités pour un montant de 34,6 millions de dollars, soit un coût total pour le PAM de 103,5 millions de dollars.

^{*} Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

JUSTIFICATION DU PROGRAMME

1. Le deuxième Plan national de développement de l'Ouganda (PND II) met en œuvre la vision du Gouvernement à l'horizon 2040, suite à une réduction marquée des niveaux de pauvreté et de vulnérabilité. Le taux national de pauvreté a diminué, passant de 56 pour cent en 1992 à 19,7 pour cent en 2012/13. En 2013, l'Ouganda avait atteint deux des objectifs du Millénaire pour le développement et était en voie d'en concrétiser huit autres¹.
2. Néanmoins, 6,7 millions de personnes sont encore pauvres ou demeurent vulnérables face à la pauvreté, et 4,5 pour cent seulement de la population ont accès à la sécurité sociale dans un pays où le milieu naturel, le capital humain, l'infrastructure, les services publics et les marchés varient considérablement d'une région à l'autre.
3. L'Ouganda se situe en 164^{ème} position selon l'indice de développement humain (0,456 pour les hommes et 0,509 pour les femmes) et l'indice d'inégalité entre les sexes. Le programme d'accès universel à l'éducation primaire a permis d'augmenter le nombre d'enfants scolarisés, qui est passé de 2,5 millions en 1997 à 8,3 millions en 2013, et d'assurer aujourd'hui un rapport entre filles et garçons proche de la parité.
4. Dans la région du Karamoja, qui est une cible géographique du présent programme de pays, la population vit principalement de l'agriculture et de l'élevage, ce qui la rend vulnérable face aux périodes de sécheresse irrégulières, aux inondations et à la hausse des prix des produits alimentaires. La situation en matière de sécurité s'est améliorée, mais cette région demeure la plus marginalisée de l'Ouganda: 75 pour cent des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit 50 pour cent de plus que dans le reste du pays², et le taux d'alphabétisation est de 12 pour cent³. Le taux net de scolarisation dans le primaire y est de 51 pour cent, contre 81 pour cent au niveau national, la proportion de filles étant de 13 pour cent inférieure à celle des garçons; la tendance est cependant prometteuse pour ce qui est de l'assiduité, les filles affichant un taux de fréquentation scolaire supérieur de 7 pour cent à celui des garçons. Le PAM a constaté que la fourniture de repas scolaires avait une incidence positive sur l'assiduité.
5. La législation en place s'attaque aux disparités entre les sexes, mais les femmes sont encore bien souvent marginalisées et vulnérables, les mariages précoces et d'autres pratiques entraînant des taux élevés de mortalité maternelle. Soixante-dix pour cent des femmes travaillent dans le secteur agricole et constituent 77 pour cent des cultivateurs, mais moins de 20 pour cent d'entre elles ont la pleine disposition des produits et 27 pour cent seulement des terres enregistrées leur appartiennent⁴.
6. Le programme de pays 200894 tient compte des enseignements tirés de l'évaluation du portefeuille d'activités (2014) et de l'examen des programmes de nutrition et d'aide à l'agriculture et à la commercialisation des produits agricoles, ainsi que de l'initiative Achats au service du progrès (P4P). Il a été recommandé de poursuivre le programme d'aide à l'agriculture, compte tenu de son potentiel d'expansion à de nouvelles régions, ainsi que les activités de lutte contre la dénutrition, l'accent devant être mis sur le renforcement des liens avec le système national de santé et d'autres interventions touchant la nutrition et les moyens

¹ <http://www.ug.undp.org/content/dam/uganda/docs/UNDPUG-2013MDGProgress%20Report-Oct%202013.pdf>.

² www.socialprotection.go.ug.

³ Cabinet du Premier Ministre. 2011. *Karamoja Integrated Disarmament and Development Programme: A Revised Sector Comprehensive Log frame*. Kampala.

⁴ Gouvernement ougandais. 2010. *National Development Plan 2010/11 – 2014/15*. Kampala.

d'existence dans la région. L'évaluation a permis de constater que le programme de repas scolaires jouait un rôle fondamental vis-à-vis de l'éducation dans le Karamoja.

Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

⇒ Accès à la nourriture

7. L'Ouganda est un pays à excédent vivrier, mais la répartition est inégale et 48 pour cent de la population ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins énergétiques quotidiens. Une évaluation réalisée en 2013 a indiqué que ce taux était de 59 pour cent dans le nord du pays, où 12 pour cent des ménages consomment un seul repas par jour, contre 6,3 pour cent à l'échelle nationale⁵. Cette situation est imputable à un taux de sous-emploi élevé, au nombre insuffisant de soutiens économiques parmi les membres du ménage et à une faible productivité agricole malgré l'accès à la terre. Les ménages dirigés par une femme sont particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire parce qu'ils ont un accès plus limité à la terre, qu'ils sont moins nombreux à compter sur au moins un soutien économique et qu'ils ont un score de consommation alimentaire inférieur à celui des autres ménages⁶.

⇒ Nutrition

8. L'étude sur le coût de la faim a estimé le coût annuel de la dénutrition chez les enfants à 5,6 pour cent du produit intérieur brut (PIB). Les évaluations du PAM montrent que la diversité insuffisante des apports alimentaires est l'une des principales causes de dénutrition, qui est aussi associée aux maladies infantiles non traitées: 15 pour cent des cas de mortalité infantile sont associés à la dénutrition et 7 pour cent des redoublements scolaires sont liés à des retards de croissance⁷.
9. Conscient que le problème de la dénutrition doit être traité de manière multisectorielle sous une direction politique de haut niveau, l'Ouganda a adhéré en 2011 au mouvement Renforcer la nutrition (SUN) et à l'initiative Efforts renouvelés contre la faim chez les enfants (REACH). Le Plan d'action national pour la nutrition, dont le secrétariat est assuré au sein du Cabinet du Premier Ministre, élabore des programmes de lutte contre le retard de croissance, qui touche 33 pour cent des enfants de moins de 5 ans, et contre l'anémie, dont souffrent 50 pour cent d'entre eux⁷. Le risque de malnutrition est plus élevé chez les adolescentes⁸.
10. Dans le Karamoja, les tendances en matière de dénutrition sont restées stationnaires ces dernières années. Le taux de malnutrition aiguë globale est supérieur à 10 pour cent dans tous les districts, sauf un, et selon l'évaluation la plus récente, il dépasse le seuil d'urgence dans deux districts⁶. Le taux élevé d'anémie chez les enfants (58,9 pour cent) constitue un grave problème de santé publique; le retard de croissance chez les enfants est dangereusement élevé (36,9 pour cent), tandis que l'insuffisance pondérale maternelle et le niveau d'instruction sont associés à tous les indicateurs de malnutrition⁶.

⁵ Bureau de pays du PAM. 2009, 2013. *Uganda comprehensive food security and vulnerability analysis*. Kampala.

⁶ Analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le Karamoja, décembre 2014.

⁷ Autorité nationale de la planification. 2013. *The Cost of Hunger in Uganda*. Publications du PAM.

⁸ Bureau de la statistique de l'Ouganda et ICF International. 2012. *Uganda Demographic and Health Survey 2011*. Kampala et Calverton (États-Unis d'Amérique).

⇒ *Productivité et revenus des petits exploitants*

11. L'agriculture emploie les trois quarts de la population active et représente 25 pour cent du PIB. Les petits exploitants – cultures vivrières et cultures de rente, horticulture, pêche et élevage – représentent 96 pour cent des agriculteurs⁹ et 75 pour cent de la production agricole. Toutefois, ils obtiennent des résultats nettement inférieurs aux attentes en raison de divers facteurs: mauvaise intégration des marchés, accès limité au crédit, régimes fonciers incertains et retard technologique. Le manque d'informations sur les marchés et l'incapacité des producteurs primaires à satisfaire aux normes régionales et internationales limitent la contribution du secteur à l'exportation.

⇒ *Pertes et gaspillage de nourriture*

12. Le gaspillage alimentaire ne constitue pas un facteur important en Ouganda, mais d'après les estimations les pertes après récolte s'élèveraient à 40 pour cent dans certains secteurs. Dans la mesure où les techniques de manipulation après récolte et les installations de stockage laissent à désirer, les excédents tendent à être vendus immédiatement après la récolte, au point le plus bas du cycle des prix. Cette perte de recettes potentielles contribue à l'insécurité alimentaire et à la dénutrition au sein des familles de petits exploitants agricoles, surtout en période de soudure.

PRIORITÉS DU PROGRAMME ET PARTENARIATS

13. Le programme de pays 200894 est un volet du projet de Plan stratégique du PAM pour l'Ouganda (2016-2020) et un complément de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200852 (2016-2018). Le calendrier d'exécution du programme a été établi en tenant compte du PND II et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2016-2020), élaboré en collaboration avec l'Autorité de planification nationale en vue d'améliorer la prestation de services et la gouvernance.
14. Le programme de pays 200894 mise sur une stratégie de renforcement des systèmes, axée sur les politiques, la gouvernance et le transfert de capacités aux administrations locales aux fins de la gestion des filets de sécurité en matière de nutrition et d'alimentation scolaire, et de leur élargissement à d'autres régions. Le bureau de pays travaillera en collaboration avec les autorités de district afin d'assurer l'intégration des activités du PAM dans leurs plans de développement.
15. L'approche suivie permettra également d'améliorer les capacités de réglementation du Gouvernement et d'appliquer à plus grande échelle le modèle d'appui à l'agriculture et aux marchés du PAM. À la mise en œuvre du programme et au développement des capacités s'ajoutera un engagement politique aux côtés du Gouvernement dans le cadre des trois composantes du programme de pays 200894. Cet engagement se concrétisera sur plusieurs plans: action dans le cadre de REACH et de SUN à l'appui du Plan d'action de l'Ouganda pour la nutrition; renforcement du système de surveillance de la nutrition; et établissement de liens entre le système de collecte de données du PAM et le système gouvernemental de gestion de l'information en matière de santé. Le PAM, l'Autorité de planification nationale et le Ministère chargé des affaires du Karamoja étudient ensemble la question de l'élaboration d'une politique nationale en matière d'alimentation scolaire et du transfert subséquent des responsabilités correspondantes au Gouvernement. Les activités d'appui à l'agriculture et aux marchés, menées en partenariat avec les Ministères de l'agriculture et du

⁹ http://siteresources.worldbank.org/INTDEBTDEPT/Resources/468980-1316457581843/CaseStudy_Uganda_01.pdf.

commerce, vont dans le sens de l'adoption des normes en vigueur en Afrique de l'Est et de la mise à profit des enseignements tirés pour étayer la politique agricole.

16. Le programme de pays contribue à la concrétisation des Résultats stratégiques 2 et 3 du projet de Plan stratégique pour l'Ouganda. Les trois Résultats stratégiques, qui contribuent à la réalisation du deuxième objectif de développement durable, sont les suivants:
- Résultat stratégique 1: les réfugiés et les ménages vulnérables ont immédiatement accès à l'assistance alimentaire fournie pour lutter contre la faim.
 - Résultat stratégique 2: les communautés vulnérables de l'Ouganda peuvent accéder à des systèmes de filets de sécurité fiables qui améliorent leur résilience face aux chocs et aux contraintes.
 - Résultat stratégique 3: le revenu et la production alimentaire des petits exploitants et des organisations paysannes sont accrus et le recours à des stratégies d'adaptation préjudiciables est réduit.

Composante 1: Appui à l'agriculture et aux marchés

17. Le programme d'appui à l'agriculture et aux marchés mettra l'accent sur le rôle de facilitateur que joue le PAM en permettant aux petits exploitants agricoles d'accéder à des marchés améliorés afin d'assurer une production optimale, en quantité comme en qualité, et d'accroître les revenus. Cette démarche comporte le passage d'une stratégie consistant à aligner les activités de développement sur les besoins du PAM en matière d'approvisionnement, à une approche visant à améliorer l'accès des exploitants aux marchés, leur productivité et la valeur marchande de leurs produits face à une demande et une compétitivité accrues.
18. Le PAM continuera d'aider le Conseil national des céréales à élaborer et appliquer des normes nationales de qualité, élément incontournable aux fins de l'amélioration des marchés. Les infrastructures qui bénéficient déjà de l'appui du PAM – routes, points de collecte secondaires, silos d'entreposage familiaux et grands entrepôts – seront utilisées pour assurer un meilleur accès des exploitants agricoles aux marchés. Le programme mettra l'accent sur le développement des capacités des agriculteurs et des organisations paysannes dans divers domaines: pratiques agronomiques, manipulation après récolte et entreposage, développement d'entreprises, encadrement et gestion financière. Le PAM fournira des technologies permettant d'économiser de la main-d'œuvre afin d'aider les femmes dans leurs tâches agricoles et ménagères. Les problèmes relatifs à l'accès des femmes au crédit, aux financements et à la propriété foncière seront abordés au titre de la priorité donnée au développement des capacités dans le cadre du programme.
19. Le programme d'appui à l'agriculture et aux marchés ciblera 125 000 petits exploitants au cours de la période couverte par le programme de pays. Une formation sera dispensée chaque année à 25 000 agriculteurs, qui bénéficieront ensuite de cours de perfectionnement. S'agissant des organisations paysannes, l'appui fourni par le PAM prendra fin lorsque celles-ci se lanceront dans des activités commerciales. Le PAM adaptera le modèle d'appui à l'agriculture à une échelle plus réduite, dans le cadre de l'IPSR 200852, afin d'améliorer les moyens d'existence des réfugiés. Dans le cadre du programme de pays, ce modèle sera étendu à la ceinture verte du Karamoja pour en évaluer l'applicabilité aux fins du renforcement de la sécurité alimentaire dans les régions qui ne produisent pas d'excédents vivriers.

20. Le PAM fera intervenir les acteurs privés dans le secteur agricole en vue du transfert progressif de la responsabilité des composantes du programme. Les négociants en céréales du secteur privé interviennent d'ores et déjà sur plusieurs plans: formation dispensée aux agriculteurs, mise en place d'installations d'entreposage, octroi de crédit, fourniture d'informations sur le marché et contrats d'approvisionnement. Le PAM facilitera l'établissement de liens entre ces organisations et les agriculteurs marginaux dans le cadre du programme d'appui à l'agriculture et aux marchés.

Composante 2: Renforcement des services en matière de nutrition

21. Le PAM mettra l'accent sur la prévention du retard de croissance et le traitement de la malnutrition aiguë modérée, en orientant son action vers des stratégies préventives centrées sur les 1 000 premiers jours de la vie, en harmonie avec l'IPSR 200852 qui s'attaque au retard de croissance et aux carences en micronutriments dans les zones d'installation de réfugiés. Les activités sont mises en œuvre, en collaboration avec les partenaires concernés, dans le cadre du système de prestation de soins de santé en place dans le Karamoja. La priorité qui est donnée à la prévention vient également compléter l'approche tenant compte de la nutrition qui est suivie dans le cadre du renforcement de la résilience dans cette région.
22. Le PAM apportera son appui aux interventions en matière de santé et de nutrition maternelles et infantiles par le truchement des services de santé de district du Karamoja. Seront ciblés les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes; l'assistance alimentaire dont ces femmes bénéficieront sera assortie de visites mensuelles obligatoires: soins prénatals et postnatals, vaccination des enfants et surveillance de leur croissance, et éducation en matière de santé, de nutrition et d'alimentation différenciée selon le sexe de l'enfant. L'assistance alimentaire prévue sera fournie à 56 280 bénéficiaires par an d'ici à 2020. Suite à une étude réalisée en 2013 par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et à un examen des services de nutrition dans le Karamoja, le PAM étudiera la possibilité de remplacer la fourniture de produits nutritifs spécialisés par des transferts de type monétaire pour les femmes enceintes et les mères allaitantes, en optant pour des transferts de type monétaire dans certaines zones de manière à confronter l'efficacité de cette modalité à celle des transferts de produits alimentaires. Les enfants continueront de recevoir des produits nutritifs spécialisés.
23. On estime que chaque année, dans la région du Karamoja, 105 720 personnes souffrant de malnutrition aiguë modérée auront besoin d'un traitement. Le PAM poursuivra sa stratégie de supplémentation alimentaire axée sur la communauté, mais il l'inscrira dans le cadre de la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë, pour mieux compléter le traitement de la malnutrition aiguë sévère assuré par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), ainsi que l'action de sensibilisation en matière de santé qui est menée par d'autres partenaires.
24. Le PAM utilisera, à titre pilote, les micronutriments en poudre pour réduire les carences en micronutriments de 42 000 enfants âgés de 6 à 23 mois dans deux districts de l'est de l'Ouganda¹⁰. Le programme d'enrichissement des aliments à domicile sera intégré au programme d'alimentation et de supplémentation en micronutriments en faveur des nourrissons et des jeunes enfants, financé par le Gouvernement. Dans les deux districts

¹⁰ Le projet pilote a été retenu en collaboration avec les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies, le Ministère de la santé, l'Agence des États-Unis pour le développement international et l'UNICEF, dans le cadre d'une initiative nationale visant à démontrer l'efficacité des micronutriments en poudre avant leur adoption dans les directives nationales relatives à la nutrition. Des outils d'information, d'éducation et de communication en matière de nutrition ont été élaborés au titre de l'appui que le PAM a fourni aux fins de l'élaboration de directives nationales pour l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants visant à orienter les habitudes alimentaires.

pilotes, les taux de retard de croissance chez l'enfant sont parmi les plus élevés du pays et l'anémie touche 67 pour cent des enfants de moins de 5 ans; on recense aussi des poches de dénutrition sévère en dehors du Karamoja, en particulier dans les régions orientales et occidentales du pays¹¹. Le projet pilote sera étendu à plus grande échelle par le Gouvernement, ou bien sera inscrit dans le programme de pays moyennant une révision budgétaire.

Composante 3: Alimentation scolaire faisant appel à la production locale

25. Le PAM continuera de fournir un déjeuner à 123 440 enfants scolarisés dans les 282 écoles primaires du Karamoja, pour un coût annuel de 11,26 dollars par enfant. Il couvrira la totalité des besoins au cours des trois premières années, puis 50 pour cent pendant les deux années suivantes, la responsabilité du programme devant être transférée au Gouvernement d'ici à 2020. Le PAM accentuera son appui au développement des capacités des administrations scolaires, des comités de gestion des écoles et des autorités de district, et mettra sur l'utilisation de produits locaux pour assurer un meilleur approvisionnement dans le cadre du programme de repas scolaires.
26. En 2015, le Ministère chargé des affaires du Karamoja et le PAM ont lancé le programme "Le Karamoja nourrit le Karamoja", qui prévoit la livraison de maïs de production locale, assurée par le Gouvernement, en complément des denrées fournies par le PAM, afin de couvrir 20 pour cent des besoins en céréales au cours de l'année scolaire 2015. Dans le cadre de cette approche, le PAM travaillera en collaboration avec le Gouvernement afin de resserrer les liens entre les écoles et la production locale pendant la période couverte par le programme de pays. Le PAM, le Gouvernement et les communautés mettront également à l'essai divers moyens visant à diversifier les apports alimentaires et à améliorer la valeur nutritionnelle des repas scolaires, comme la mise en place de jardins potagers gérés à l'échelon communautaire.
27. Le modèle d'appui à l'agriculture et aux marchés s'inscrira dans le cadre de cette démarche et le programme d'alimentation scolaire sera rattaché aux activités de renforcement de la résilience menées au titre du programme de pays 200894 moyennant la mise en place d'installations pour la conservation des sols et de l'eau à l'appui de la production d'aliments destinés aux écoles. Parmi les activités relevant du filet de sécurité assorti de conditions de l'IPSR 200852, on peut indiquer l'entretien des écoles, la gestion de potagers de démonstration et l'octroi d'une formation à l'appui de l'approche axée sur l'alimentation scolaire utilisant la production locale.
28. Le processus de transfert des responsabilités au Gouvernement a été mis en route par le PAM et le Ministère chargé des affaires du Karamoja. Une équipe spéciale du Ministère de l'éducation chargée de l'alimentation scolaire apportera son appui au PAM dans son action de sensibilisation visant à encourager de nouveaux investissements sur la base des éléments issus de l'étude sur le coût de la faim. En 2016, le PAM et l'UNICEF réaliseront une étude sur les micronutriments dans le Karamoja et, en fonction des résultats, ils assureront l'apport de suppléments en micronutriments dans les repas scolaires, en collaboration avec des partenaires. Le PAM poursuivra son action de sensibilisation afin que des collations nutritives soient servies aux enfants le matin compte tenu des distances que ceux-ci doivent parcourir pour se rendre à l'école.

¹¹ Rapport de 2014 pour l'Ouganda du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE ET PAR ACTIVITÉ

Composante/activité		2016			2017			2018			2019			2020		
		Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total
1 - Appui à l'agriculture et aux marchés	Nouveaux bénéficiaires	10 000	15 000	25 000	10 000	15 000	25 000	10 000	15 000	25 000	10 000	15 000	25 000	10 000	15 000	25 000
	Cours de perfectionnement	–	–	–	10 000	15 000	25 000	10 000	15 000	25 000	10 000	15 000	25 000	10 000	15 000	25 000
2 – Programme de supplémentation alimentaire ciblée (activité annuelle)	Enfants de 6 à 23 mois	20 720	21 570	42 290	20 720	21 570	42 290	20 720	21 570	42 290	20 720	21 570	42 290	20 720	21 570	42 290
	Enfants de 24 à 59 mois	20 720	21 570	42 290	20 720	21 570	42 290	20 720	21 570	42 290	20 720	21 570	42 290	20 720	21 570	42 290
	Autres tranches d'âge	10 360	10 780	21 140	10 360	10 780	21 140	10 360	10 780	21 140	10 360	10 780	21 140	10 360	10 780	21 140
2 – Santé et nutrition maternelles et infantiles (activité annuelle)	Femmes enceintes et mères allaitantes	–	18 980	18 980	–	19 930	19 930	–	20 930	20 930	–	21 980	21 980	–	23 080	23 080
	Enfants de 6 à 23 mois	13 390	13 940	27 330	14 060	14 630	28 690	14 760	15 360	30 120	15 490	16 130	31 620	16 270	16 930	33 200
2 – Micronutriments en poudre	Enfants de 6 à 23 mois	20 580	21 420	42 000	20 580	21 420	42 000	20 580	21 420	42 000	20 580	21 420	42 000	20 580	21 420	42 000
3 – Alimentation scolaire faisant appel à la production locale		60 480	62 960	123 440	60 480	62 960	123 440	60 480	62 960	123 440	60 480	62 960	123 440	60 480	62 960	123 440
TOTAL*		156 250	186 220	342 470	166 920	202 860	369 780	167 620	204 590	372 210	168 350	206 410	374 760	169 130	208 310	377 440

* Les programmes ne se chevauchent pas.



TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE PAR COMPOSANTE (grammes/personne/jour)							
	Composante 1 Appui à l'agriculture et aux marchés	Composante 2				Composante 3 Alimentation scolaire faisant appel à la production locale	
		Santé et nutrition maternelles et infantiles		Programme de supplémentation alimentaire à assise communautaire			Micronutriments en poudre
		Enfants 6-23 mois	Femmes enceintes et mères allaitantes	Enfants 6-23 mois	Autres		
Maïs	s.o.	–	–	–	–	–	150
Légumes secs		–	–	–	–	–	30
Huile végétale		–	25	–	25	–	10
SuperCereal		–	229	–	229	–	–
SuperCereal Plus		200	–	200	–	–	–
Sucre		–	15	–	15	–	–
Micronutriments en poudre		–	–	–	–	1	–
TOTAL		200	269	200	269	1	190
Total kcal/jour		788	923,9	788	923,9	–	692
% kcal d'origine protéique		17	17	17	17	–	157
% kcal d'origine lipidique		–	–	–	–	–	177
Nombre de jours d'alimentation par an		360	360	360	360	180	192 (élèves externes) 264 (élèves pensionnaires)

29. Toutes les rations sont conformes aux directives du PAM relatives à la nutrition et à ses politiques en matière de problématique hommes-femmes et de protection humanitaire, pour les interventions et les groupes d'âge respectifs.

30. Le PAM encouragera la participation des hommes, des femmes, des garçons et des filles tout au long du cycle de projet. Conformément à sa politique en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020), il veillera, dans le cadre de ses programmes, à assurer la prise en compte des questions de parité et à promouvoir la sécurité, la dignité et l'intégrité des populations touchées, dans l'esprit de sa politique en matière de protection humanitaire.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS PAR COMPOSANTE*					
		Composante 1 – Appui à l'agriculture et aux marchés	Composante 2 – Nutrition	Composante 3 – Alimentation scolaire faisant appel à la production locale	Total
Maïs en grains	<i>(en tonnes)</i>	–	–	15 487	15 487
	<i>(en dollars)</i>	–	–	4 941 792	4 941 792
Légumes secs	<i>(en tonnes)</i>	–	–	3 097	3 097
	<i>(en dollars)</i>	–	–	1 920 406	1 920 406
Huile végétale	<i>(en tonnes)</i>	–	1 182	1 032	2 214
	<i>(en dollars)</i>	–	901 873	787 779	1 689 652
SuperCereal (CSB+)	<i>(en tonnes)</i>	–	10 827	–	10 827
	<i>(en dollars)</i>	–	5 569 515	–	5 569 515
SuperCereal Plus (CSB++)	<i>(en tonnes)</i>	–	18 481	–	18 481
	<i>(en dollars)</i>	–	15 678 505	–	15 678 505
Sucre	<i>(en tonnes)</i>	–	709	–	709
	<i>(en dollars)</i>	–	312 051	–	312 051
Micronutriments en poudre	<i>(en tonnes)</i>	–	38	–	38
	<i>(en dollars)</i>	–	756 000	–	756 000
Total	<i>(en tonnes)</i>	–	31 237	19 617	50 854
	<i>(en dollars)</i>	–	23 217 944	7 649 977	30 867 921
Développement et augmentation des capacités <i>(en dollars)</i>		24 520 278	2 686 920	1 219 297	28 426 495
TOTAL (en dollars)		24 520 278	25 904 864	8 869 274	59 294 416
% des besoins totaux**		41	44	15	100

* Les montants indiqués se rapportent uniquement à la valeur des transferts, et non pas au recouvrement intégral des coûts.

** Vivres alloués pour chaque composante, en pourcentage du total.

Partenariats

⇒ Gouvernement

31. Le PAM travaille en collaboration avec le Cabinet du Premier Ministre, l'Autorité de planification nationale et les Ministères de l'agriculture, de l'éducation, de la santé, de la parité, du travail et du développement social, et du commerce, de l'industrie et des coopératives. L'Autorité de planification nationale, qui est chargée de superviser le PND II, considère le PAM comme un partenaire proche pour les questions relatives à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à l'éducation et à la préparation aux catastrophes. Le PAM a signé un accord avec le Ministère de l'agriculture et le Ministère du commerce, de l'industrie et des coopératives, pour soutenir des activités d'appui à l'agriculture et aux marchés.
32. Le PAM apporte son soutien au Gouvernement, en particulier sur le plan logistique et aux fins de l'exécution des programmes. Le bureau de pays continuera de renforcer son engagement au sein des groupes de travail sectoriels concernés et de donner des avis aux organes intéressés, en particulier à l'Autorité de planification nationale et au Cabinet du Premier Ministre.

⇒ *Système des Nations Unies et partenaires internationaux*

33. Le programme de pays 200894 s'inscrit dans le droit fil du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2016-2020), et le PAM travaille en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et avec l'UNICEF dans le cadre de sa stratégie commune pour le renforcement de la résilience dans le Karamoja. Il plaide également en faveur d'une action collective en matière de nutrition dans le cadre de SUN et de REACH.
34. Le PAM coopère avec la Banque mondiale dans le cadre des programmes du Fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda et il poursuivra sa collaboration avec celle-ci aux fins de la programmation d'activités visant à renforcer la résilience dans le Karamoja et de la réalisation de projets d'investissement en faveur du développement agricole dans l'ensemble du pays.

⇒ *Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire*

35. Les fonds octroyés par le Ministère chinois de l'agriculture au titre de la coopération Sud-Sud, sont utilisés à titre pilote par le bureau de pays, dans le cadre d'un fonds d'affectation spéciale visant à améliorer la productivité des petits exploitants en Afrique. Le PAM prévoit de renforcer les liens ainsi établis avec la Chine.

GESTION DES PROGRAMMES ET DES RISQUES

Risques contextuels

36. L'instabilité politique qui règne dans les pays voisins pourrait donner lieu à un afflux de réfugiés en Ouganda, ce qui aurait une incidence sur le montant des ressources disponibles pour les activités du programme de pays dans la mesure où le PAM donne la priorité aux besoins immédiats d'assistance dans le cadre de l'IPSR 200852.

Risques programmatiques

37. Si les fonds sont insuffisants ou en cas de rupture d'approvisionnement, le bureau de pays devra: i) acheter un mélange maïs-soja de production locale et du maïs en grains, plutôt que de la farine de maïs; ii) réduire les rations ou la durée de l'assistance; et iii) donner la priorité aux activités nutritionnelles et aux besoins des personnes extrêmement vulnérables.
38. L'importance que le programme de pays 200894 donne au transfert au secteur privé des responsabilités des activités d'appui à l'agriculture et aux marchés comporte des risques nouveaux, mais gérables. Le PAM a veillé à ce que les compétences spécialisées nécessaires à l'élargissement des activités à plus grande échelle soient en place, mais la réaction du marché est imprévisible, même dans des circonstances favorables. Des modèles de partage des coûts entre les agriculteurs, les fournisseurs et les donateurs externes sont donc à l'étude afin d'assurer la continuité des activités.

Risques institutionnels

39. Les structures et les politiques du Gouvernement ougandais sont solides. Compte tenu de l'expérience de collaboration du PAM avec le Gouvernement aux fins du développement des capacités, le transfert des capacités à l'administration centrale devrait être couronné de succès, mais il est probable que ces capacités ne seront pas uniformes à tous les niveaux administratifs.

ACHATS

40. Le PAM s'approvisionnera auprès des marchés les plus rentables. Conformément au programme Achats au service du progrès, au moins 10 pour cent des denrées sont achetées sur place auprès des participants aux activités d'appui à l'agriculture et aux marchés. Les achats locaux et les denrées arrivant à Mombasa ou à Dar es-Salaam sont acheminés vers les installations d'entreposage du PAM situées à Tororo et à Kampala, puis transportés jusqu'aux points de livraison. Le PAM fait appel à des transporteurs commerciaux ou utilise ses propres camions.

Mobilisation de ressources

41. Le PAM cherche à resserrer les liens entre les programmes et les politiques gouvernementales. Dans le Karamoja, il favorise un rapprochement entre l'assistance alimentaire à court terme et les stratégies de renforcement des moyens d'existence à plus long terme, en assurant une coordination optimale avec les acteurs du développement et en mobilisant le soutien de donateurs non habituels afin d'élargir la base de financement.

GESTION DES RISQUES DE SÉCURITÉ

42. Des évaluations périodiques des risques de sécurité sont effectuées sur tout le territoire national. Des normes minimales de sécurité opérationnelle sont en place. La tendance en matière de sécurité dans le Karamoja est positive, avec des risques mineurs d'insécurité et de violence limités à la sphère familiale et communautaire. Les escortes armées ont été abandonnées en 2014 et aucune mesure de précaution particulière n'est en place.

SUIVI ET ÉVALUATION

43. Les résultats du suivi et de l'évaluation sont transmis à l'Équipe de pays des Nations Unies et au Gouvernement. Une analyse de la performance est effectuée chaque mois; les résultats sont publiés dans un bulletin mensuel. La plupart des données issues du suivi des effets directs sont recueillies dans le cadre des évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition qui sont réalisées tous les six mois dans le Karamoja. La collecte de données relatives à un certain nombre d'indicateurs nutritionnels est mensuelle. Des questions tenant compte de la problématique hommes-femmes figurent dans les questionnaires, ce qui permet de recueillir le point de vue des femmes.

44. Pour étayer la modalité de transfert monétaire, le PAM procède régulièrement à une évaluation des marchés et des prestataires de services; l'intervention relative aux micronutriments en poudre sera guidée par une évaluation de référence réalisée en 2015. Le PAM mettra en œuvre le système de gestion des bénéficiaires et des transferts monétaires (SCOPE), le Système d'appui à la gestion logistique et l'outil de suivi et d'évaluation destiné aux bureaux de pays (COMET). Les rapprochements mensuels, les examens annuels, semestriels et mensuels, ainsi que les missions d'audit dans les bureaux auxiliaires et auprès des partenaires, seront poursuivis.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	15 487	4 941 793	
Légumes secs	3 097	1 920 406	
Huile et matières grasses	2 214	1 689 653	
Aliments composés et mélanges	28 213	20 684 615	
Autres	747	1 068 051	
Total, produits alimentaires	49 759	30 304 517	
Transport extérieur		1 477 584	
Transport terrestre, entreposage et manutention		9 047 040	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		6 983 747	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		47 812 888	47 812 888
Développement et augmentation des capacités		34 596 545	34 596 545
Coûts opérationnels directs			82 409 433
Coûts d'appui directs ² (voir l'annexe I-B)			14 271 348
Total des coûts directs du projet			96 680 781
Coûts d'appui indirects (7 pour cent) ³			6 767 655
COÛT TOTAL POUR LE PAM			103 448 436

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	1 145 299
Agents des services généraux	4 829 767
Total partiel	5 975 067
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	1 420 087
Sécurité	235 806
Voyages et transports	2 184 232
Études préalables, évaluations et suivi ¹	640 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	14 271 348

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Résultats transversaux		
Problématique hommes-femmes Amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes	Proportion de femmes membres de comités de gestion de projet ayant reçu une formation sur les modalités de distribution de vivres, d'espèces ou de bons Proportion de femmes bénéficiaires exerçant des responsabilités au sein des comités de gestion de projet	
Partenariats Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats	Proportion des activités du projet exécutées avec la participation de partenaires complémentaires Nombre d'organisations partenaires fournissant des intrants et des services complémentaires Montant des fonds complémentaires alloués au projet par des partenaires (y compris des ONG, la société civile, des organisations du secteur privé, des institutions financières internationales et des banques régionales de développement)	
Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité	Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)	
Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels		
Effet direct 3.1 Amélioration des débouchés permettant aux producteurs et aux commerçants d'écouler les produits agricoles et alimentaires aux niveaux régional, national et local	Proportion d'aliments achetés à des fournisseurs régionaux, nationaux et locaux, en pourcentage de ceux distribués par le PAM dans le pays Produits alimentaires achetés par le biais de systèmes de regroupement de la production auxquels participent les petits exploitants, en pourcentage des achats effectués aux niveaux régional, national et local	Des intrants agricoles sont disponibles et les agriculteurs peuvent les obtenir sans difficulté.



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 3.1 Quantité accrue de produits alimentaires achetés par le PAM sur les marchés régionaux, nationaux et locaux et à de petits exploitants</p>	<p>Quantité de produits alimentaires achetés localement dans le cadre du système d'achats locaux et régionaux (en tonnes)</p> <p>Nombre de petits exploitants ayant bénéficié d'un appui</p> <p>Nombre d'organisations paysannes ayant bénéficié d'une formation sur l'accès aux marchés et les traitements après récolte</p> <p>Quantité de produits alimentaires achetés localement à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants (en tonnes)</p>	
Objectif stratégique 4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim		
<p>Effet direct 4.1 Réduction de la dénutrition, y compris des carences en micronutriments, chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants d'âge scolaire</p>	<p>Proportion de la population ciblée qui participe à un nombre suffisant de distributions</p> <p>Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)</p> <p>Proportion d'enfants recevant l'apport alimentaire minimum acceptable</p> <p>Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération (en %)</p> <p>Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement (en %)</p> <p>Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité (en %)</p> <p>Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement (en %)</p>	
<p>Effet direct 4.2 Amélioration de l'équité d'accès et de recours à l'éducation</p>	<p>Scolarisation: taux annuel moyen de variation du nombre d'enfants inscrits dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de garçons et de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Scolarisation (filles): taux annuel moyen de variation du nombre de filles inscrites dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Scolarisation (garçons): taux annuel moyen de variation du nombre de garçons inscrits dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de garçons qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p>	

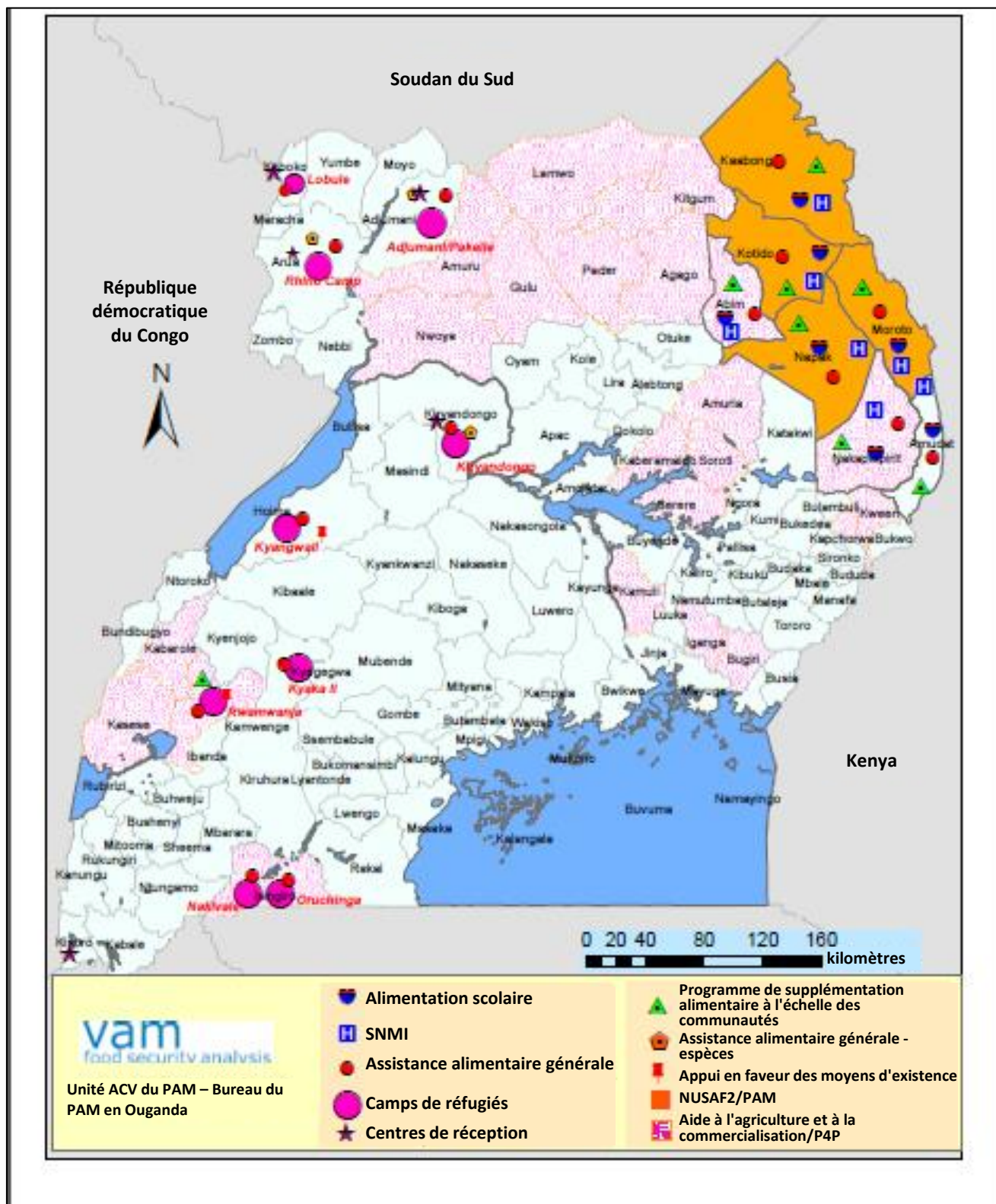


ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 4.1 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Montant total des transferts monétaires en faveur des bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage du montant prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu</p>	
<p>Produit 4.2 Messages et conseils sur les aliments nutritifs spéciaux et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants efficacement diffusés</p>	<p>Proportion de femmes/d'hommes recevant des conseils sur la nutrition fournis avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue</p> <p>Proportion d'aidants familiaux ciblés (hommes et femmes) ayant reçu 3 messages clés diffusés grâce aux informations et aux conseils du PAM</p> <p>Proportion de bénéficiaires (femmes/hommes) ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue</p>	<p>Les communautés ont les capacités nécessaires à la mise en œuvre des activités.</p>

ANNEXE III

Interventions dans le cadre de l'IPSR et du programme de pays



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

COMET	outil de suivi et d'évaluation destiné aux bureaux de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
PIB	produit intérieur brut
PND II	deuxième Plan national de développement de l'Ouganda
REACH	Efforts renouvelés contre la faim chez les enfants
SCOPE	système de gestion des bénéficiaires et des transferts monétaires
SUN	Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance